

n° 7
28 août
72

APL Nantes bulletin régional

de l'Agence de Presse "Libération"

Camp de jeunes allemands chez des paysans de Loire-Atl. p. 2

Sur la côte : Ventes de lait par les paysans dans les campings . p. 2

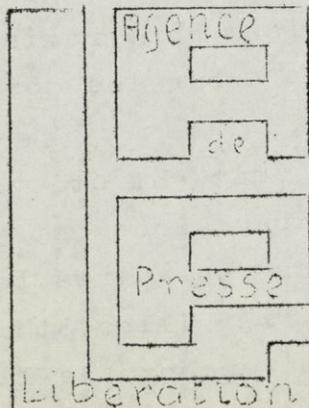
SAINT-NAZAIRE : réponse de "Front rouge" à une accusation calomnieuse du P.C.F. p. 3

FONTENAY-LE-COMTE : manifestation contre le régime franquiste . . p. 3

NANTES : les objecteurs de conscience incorporables à l'Office des Forêts viennent de recevoir une circulaire du ministère p. 4

PAIMBOEUF : répression au C.E.T. p. 4

La parution de ce numéro a été exceptionnellement retardée d'une semaine en fonction de l'actualité. APL Nantes paraîtra provisoirement un lundi sur deux, puis tous les lundis dès que possible.



supplément régional au bulletin quotidien "APL - informations". Dir. de publ. Maurice Clavel.
 Imprimé au bureau national de l'A.P.L., 22 rue Dussoubs Paris 2° - prix de ce numéro : 0,50 f.

bureau régional (adresse provisoire)
 "Librairie 71", 29 rue J. Jaurès, 44000 Nantes.

<u>abonnements</u>	§ individuel	10 f
<u>les 12^{os} n°s :</u>	§ de soutien	20 f
	§ organismes, journaux	15 f

(abonnements en nombre: 6 f. par exemplaire en plus.)

CAMP DE JEUNES ALLEMANDS EN LOIRE-ATLANTIQUE.

. Dans le cadre des échanges franco-allemands, un groupe d'une quarantaine de jeunes ouvriers allemands (RFA) invités par la FDSEA de L.A. ont campé une dizaine de jours à la Chapelle-sur-Erdre.

Ces jeunes qui luttent ensemble au cours de l'année, voulaient également passer ensemble leurs vacances. Mais pas n'importe quelles vacances: des vacances qui leur permettent de rencontrer des gens qui luttent, eux aussi, afin d'enrichir leurs expériences.

Ils sont donc allés travailler chez des paysans de la région. Samedi matin 12, les gendarmes de la Chapelle sont venus au campement, et ont procédé à la vérification d'identité des campeurs, et ont relevé les numéros de voitures. Ils ont dressé un procès verbal à l'exploitant qui avait mis à la disposition des jeunes travailleurs son terrain sans l'avoir déclaré à la mairie. Cette intervention des forces de répression, se situe dans le cadre de la répression du pouvoir contre le camping rural, afin d'empêcher les contacts entre les populations des villes et celle des campagnes, et de favoriser le camping industriel et de profit.

C'est ainsi que sur le territoire des communes du littoral, notamment dans la région de St Michel-Chef-Chef, des paysans ont reçu la visite de la gendarmerie et sont menacés de poursuites.

Cependant la police n'a pas réussi à empêcher les nombreux échanges qui ont eu lieu au cours de ces journées et tous espèrent que ce genre d'échanges pourra se continuer et s'amplifier.

SUR LA COTE: VENTE DE LAIT SUR LES TERRAINS DE CAMPING.

Lundi 14 Août, à l'initiative du CDJA et de la FDSEA de L.A., les producteurs de lait du département ont organisé des ventes de lait sur les terrains de camping de la côte. Une centaine d'agriculteurs ont participé à cette action syndicale qui avait un double but:

- entrer en contact avec des travailleurs en vacances pour les informer des conditions de vie de travail et de revenu des producteurs de lait. Le lait était vendu au prix de revient revendiqué en Mai-Juin, soit 0,70 F le litre.

- soutenir et continuer la lutte des producteurs du Ministère et du Morbihan où les accords signés en Juin par les entreprises sont remis en cause. En effet, les accords prévoyaient un prix de 0,59 F pour les mois d'été. Or il n'est payé que 0,56 F.

En quelques heures plusieurs milliers de litres de lait ont été vendus. L'accueil fut des plus sympathiques et de nombreuses discussions ont permis d'amorcer des échanges sur les conditions de vie les uns des autres. Les distributions ont eu lieu à St Brévin, Pornic, Ste Marie, Préfailles, St Michel Chef-Chef, la Bernerie, les Noutiers, Bourgneuf-en-Retz et au Nord de la Loire à Mesquer et à la Turballe.

ST NAZAIRE. REPOSE DE FRONT ROUGE A UNE ACCUSATION CALOMNIEUSE DU PCF.

Commentant la mise à sac des ses locaux, la section de St Nazaire du Parti Communiste Français a déclaré notamment: "Après s'être introduits dans le local du PCF, des provocateurs, au nom de l'anarchie, se sont attaqués aux livres, au matériel (...) alors qu'un changement fondamental de politique est envisageable après l'accord PS/PC (...). Les agitateurs, qui n'ont pu proposer que le désordre et la violence, tentent ainsi de réduire au silence ceux qui luttent pour instaurer dans notre pays une véritable démocratie (...) Ces actes qui prouvent une singulière corrélation avec la semaine d'action de Front Rouge, servent la politique du pouvoir actuel qui veut entretenir un climat de violence pour détourner l'opinion publique."

Notons pourtant que la section de St Nazaire du PCF n'avance aucune preuve ni aucun indice qui pourraient venir à l'appui de cette "corrélation".

Mis en cause nommément, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont distribué un tract disant notamment:

"Ce procédé est monnaie courante chez les faux communistes du P"CF": en présentant les révolutionnaires comme des anarchistes destructeurs, ils tentent de se faire passer pour les véritables représentants de la classe ouvrière, dotés de propositions constructives (programme commun PS/PC). Leur hargne décuple lorsque les communistes de Front Rouge montrent que ce programme trahit les intérêts de la classe ouvrière (...) A ce programme de trahison correspondent de continuelles manoeuvres de sabotage des luttes ouvrières. A l'usine Paris, Renault, aux Batignolles au Joint Français... l'objectif reste le même: soumettre les luttes des plus exploités aux revendications des valets de la bourgeoisie (défense de la hiérarchie; union de l'OS, du petit chef et de l'ingénieur.)

La perspective qu'ouvrent les marxistes-léninistes, c'est la destruction de l'état bourgeois par la lutte armée, c'est l'instauration de la dictature du prolétariat, seul moyen d'arracher par la contrainte les moyens de production aux capitalistes. (...) Ni les provocations ni la violence réactionnaire ne réduiront au silence ceux qui veulent abattre la dictature de la bourgeoisie.

...-...

FONTENAY LE COMTE . MANIFESTATIONS CONTRE LE REGIME FRANQUISTE.

Autour du 23 Mai ont eu lieu les cérémonies de jumelage de Fontenay le Comte (Vendée) avec Crevillente (Espagne) avec la présidence de l'ambassadeur et du chef de la Garde Civile (un des plus importants corps de repression en Espagne)

Des militants y ont fait des inscriptions à la peinture: "Franco assassin" ("Franco asesino"), "le gouvernement français accueille les assassins du peuple espagnol", "travailleurs français, soutenons la juste

"^{cause}révolutionnaire du peuple espagnol", "cinq ouvriers assassinés par les flics fascistes" (allusion à la grève de El Ferrol en février, où la police a tiré sur les grévistes) etc. Des drapeaux espagnols ont également été enlevés.

A la suite, des poursuites ont été engagées. 300 000 francs de dommages et intérêts sont réclamés. Une personne dont la voiture aurait été vue dans la région, et qui est également poursuivie en Espagne même, est menacés d'être inculpée pour injures publiques à chef d'état étranger et français et à autorité administrative (le maire de Fontenay)

NANTES : LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE INCORPORABLES A L'OFFICE DES FORETS VIENNENT DE RECEVOIR UNE CIRCULAIRE DU MINISTERE (communiqué)

Suite à la décision unilatérale d'imposer aux objecteurs de conscience à partir du mois de juin une affectation à l'Office des Forêts, un certain nombre d'entre eux avaient pris une position de refus face à ce nouvel embrigadement. A Nantes, Alain Verger et Michel Barraud ont exprimé leur refus par l'intermédiaire d'une lettre ouverte au ministre (voir APL nantes n° 6) . Les incorporations n'ayant toujours pas eu lieu, une circulaire du ministère de l'agriculture, adressée à chaque objecteur, vient de confirmer officiellement cette affectation. On y relève notamment que :

- les incorporations qui devaient normalement avoir lieu le 1° juin sont reportées début septembre.
- cette décision qui vient seulement de nous être communiquée aurait été prise par décision du comité interministériel du 15 décembre 71.
- et enfin, pour cloturer la mascarade, on nous promet dans nos bagages un "paquetage d'effets vestimentaires et ... une bicyclette"

... Face à cela, il est bien évident que nous maintenons notre refus. Quelle sera la réaction du gouvernement ? ...Affaire à suivre.

Documentation: dossier explicatif a été constitué : "Les objecteurs s'enracinent". On peut se le procurer à la Librairie 71.

Pour toute correspondance: A. Verger et M. Barraud, CSOC, 57 rue des Hauts Pavés, Nantes.

PAIMBOEUF : REPRESSION AU C.E.T.

Un surveillant du C.E.T. de Paimboeuf est amené à assurer des cours pour une semaine en remplacement d'un enseignant jusque à la rentrée de Pâques. Il s'agit d'un surveillant nommé "à titre précaire et révocable", c'est à dire qui peut être licencié ou déplacé sans préavis ni justification. A la demande des élèves, il remplace les cours d'anglais par des tribunes de discussion sur des sujets choisis par les élèves : la Commune de Paris, la Chine, les syndicats, Reich et la révolution sexuelle etc. (classe de C.A.P., 16 à 18 ans)

Un professeur et certains parents d'élèves, (en premier lieu le président de l'association de parents d'élèves qui teint une droguerie-quincaillerie, le plus gros magasin de Paimboeuf) le dénoncent. A la suite de quoi, une enquête administrative est faite avec un rapport au rectorat de Nantes.

Fin mai, le tract suivant fait par les élèves est déposé de nuit dans toutes les salles de classe

"NON AU C.E.T. CASERNE !

"Y en a marre, notre discipline est celle d'une caserne. Assis, debout, "enrangs, fermez vos gueules! Les colles pleuvent sans qu'on sache "pourquoi. Le directeur, la surge, les profs, les pions sont tous des "flics. On nous a toujours appris à leur obéir; ils nous répètent sans "cesse que nous, on ne peut jamais avoir raison. Ils nous obligent à "faire ce qu'ils veulent. Ils ne donnent aucune raison, que des ordres. "Nous ne sommes pas des chiens !

"LE C.E.T. C'EST DÉJÀ L'USINE ! On nous prépare à être des outils de "travail au service du futur patron. Nous refusons de nous soumettre à "des intérêts qui ne sont pas du tout les nôtres. La bourgeoisie a "main-mise sur les CET. L'enseignement a un seul but: fabriquer des "ouvriers sur le dos desquels ces mêmes patrons gagneront le plus de "fric possible. Ne nous laissons pas voler notre sueur! Il est grand "temps de ne plus se taire, tout cela doit cesser!

"Réagissons contre les surveillants garde-chiourme et tous les petits "chefs; contre l'encasernement des internes, contre les renvois "abusifs des élèves les uns après les autres, contre les règlements "stupides, défendons nous tous ensemble pour nous exprimer librement et "pour qu'enfin l'on tienne compte de nos volontés. Soyons unis face "à l'oppression. TOUS ENSEMBLE, refusons d'obéir. Refusons que l'on "fasse de nous des machines à produire seulement ce qui rapportera "à ceux qui nous embaucheront. Leurs intérêts ne sont pas les nôtres. "Ne les aidons pas à s'enrichir à nos dépens. Face à notre union qui "sera notre force, ils ne peuvent rien."

Des inscriptions à la peinture sont également faites, notamment "le CET c'est déjà l'usine". Ces la première action faite par des jeunes de Paimboeuf.

Aussitôt est faite une démarche par tous les professeurs qui envoient ensuite la lettre suivante au directeur :

(...) /Les enseignants/ vous demandent de réunir d'urgence la "commission permanente afin que
" - les enseignants puissent exprimés (sic!) aux représentants du "conseil d'administration leur écoeurément en face de l'administration "qui tolère qu'un individu bafoue la neutralité politique et décourage "les élèves en les incitant à ne pas travailler (..))
" - qu'en tant que chef d'établissement vous apportiez à tous des "éclaircissements sur l'existence de certaines pratiques dont les "conséquences peuvent être grave (sic!) au point de jeter le discrédit "sur la moralité de notre établissement.
"Nous pensons que de tels problèmes doivent être réglés d'urgence, "car nous ne pouvons admettre qu'un individu détruise notre pédagogie "à quelques jours des examens et contamine de ce fait les jeunes élèves.
(...)

La note administrative décernée juste avant Paques est de 19 sur 20 avec la mention "avis très favorable", précisant que l'in- téressé a fait preuve de "psychologie" et de "discipline". Mais ce surveillant a été convoqué le 26 juillet au rectorat de Nantes pour "examen de son dossier". On trouve dans ce dossier le tract fait par les élèves et le texte des inscriptions. Le directeur demande de ne pas renouveler sa nomination, ou du moins pas à Paimboeuf.

